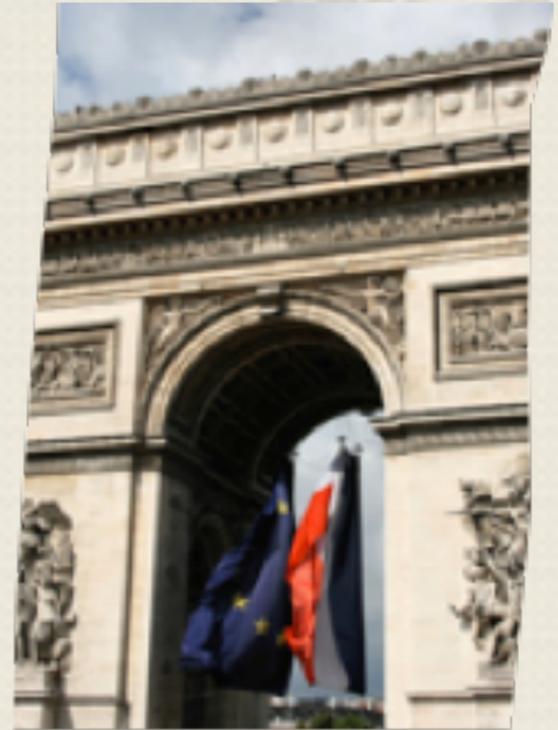


# LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 9 JUIN 2017

## SOMMAIRE

- 1) Des ripoux aussi chez LREM
- 2) Le « petit génie »
- 3) Richard Ferrand et son gros doigt dans la confiture
- 4) Presse : la tentation du bonapartisme
- 5) Vous êtes mordicus...



Diez Gérard La Presse en Revue

## I) LREM, des candidats loin d'être exemplaires



Bruno Bonnell (6e circonscription du Rhône) : une sanction de l'Autorité des marchés financiers, deux sociétés au Delaware

Bruno Bonnell en 2000, alors PDG d'Infogrammes © Reuters

**Le parti d'Emmanuel Macron, qui vise la majorité absolue aux législatives, souhaitait des candidats issus de la « société civile » et exemplaires. Mais certains mentent sur leur C.V., sont visés par des enquêtes judiciaires ou possèdent des sociétés dans les paradis fiscaux. Tour d'horizon des bras cassés de la Macronie, dont certains devraient devenir députés.**

« Nous sommes vous. » Le slogan de campagne de La République en marche (LREM) pour les législatives des 11 et 18 juin, dévoilé ce week-end, joue à fond sur le registre « société civile », la marque de fabrique du parti. Mais certains des candidats sélectionnés par la commission nationale d'investiture, censés incarner le « renouvellement », promesse numéro un d'Emmanuel Macron, affichent des profils particuliers. Il y a bien sûr le cas Richard Ferrand, ministre candidat aux législatives et proche du président de la République, dossier épineux pour l'exécutif dans lequel le parquet de Brest a fini par ouvrir une enquête préliminaire visant des « infractions pénales en matière d'atteinte aux biens, de manquement au devoir de probité et aux règles spécifiques du code de la mutualité ». Mediapart a révélé les pratiques du député Alain Turret, qui a utilisé son indemnité de frais de mandat à des fins personnelles. Ou celles de Véronique Avril, candidate à Saint-Denis, qui a loué un appartement insalubre à un prix exorbitant – une enquête préliminaire a été ouverte.

Enquêtes préliminaires, conflit d'intérêts, sanctions de l'AMF, propos gênants effacés de leurs comptes Facebook : Mediapart a enquêté sur d'autres cas évoqués par la presse... et a déniché quelques nouveaux C.V. gênants. Dans l'écrasante majorité des cas, LREM, qui vise une majorité absolue aux législatives, ne leur a pas retiré l'investiture.

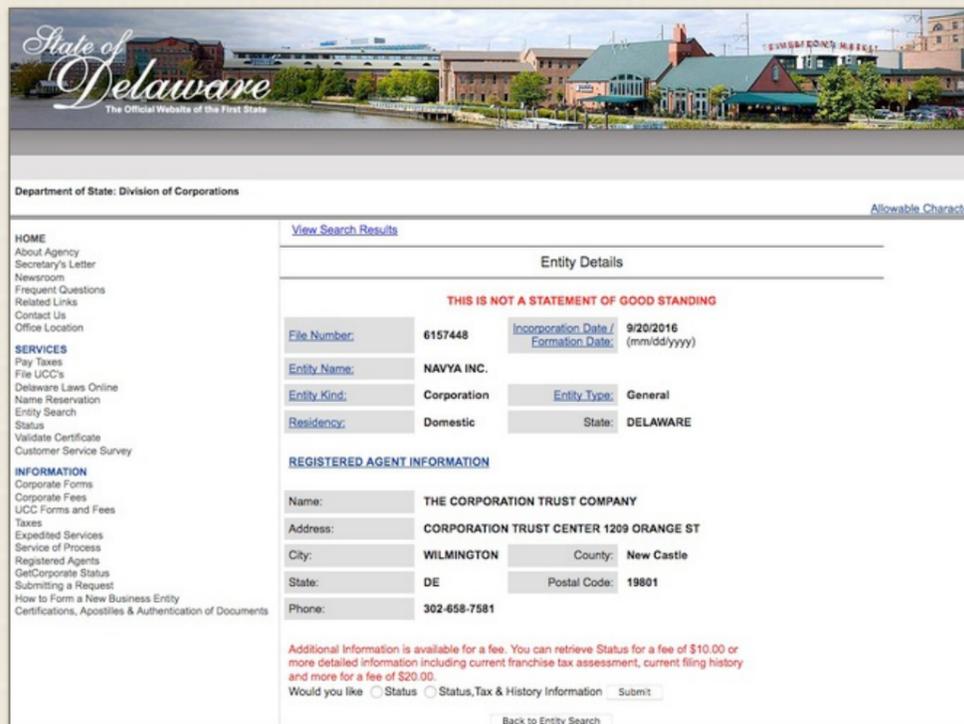
Dans la campagne d'Emmanuel Macron, l'adversaire de Najat Vallaud-Belkacem à Villeurbanne (Rhône), proche du ministre de l'intérieur Gérard Collomb, a joué un rôle pivot. L'ex-patron d'Infogrames et Atari, apôtre médiatique de la « Robolution » – la révolution du travail et de l'économie par les robots, un concept déposé à l'Inpi qu'il décline à toutes les sauces – a été un soutien de la première heure du candidat d'En Marche! et le référent du parti dans le Rhône... mais aussi, de l'aveu même de l'entourage de Macron, un précieux rabatteur de dons privés : il a ainsi organisé deux événements privés à Lyon début février, un dîner et un cocktail, en marge du meeting d'Emmanuel Macron à Lyon.

Selon un jugement de divorce du tribunal de Lyon de 2011, ce patron souvent cité en modèle, interlocuteur de tous les ministres de l'économie, a pourtant « entièrement restructuré son patrimoine, y compris en utilisant judicieusement un endettement qui pourrait être qualifié de colossal, afin d'éviter l'impôt de solidarité sur la fortune d'abord et l'impôt sur le revenu ». Il a par ailleurs été sanctionné par l'Autorité des marchés financiers, le gendarme de la Bourse.

L'affaire remonte à quelques années. En 2007, Bonnell est « viré » avec fracas d'Infogrames, société aujourd'hui en liquidation judiciaire. Le 16 janvier 2008, Infogrames est condamné à verser 40 000 euros à l'Autorité des marchés financiers (AMF). Bonnell n'est plus patron, mais c'est bien sa gestion qui est visée. Selon la décision, toujours accessible en ligne, l'AMF estime qu'entre juin 2003 et juin 2004, Infogrames Entertainment, « représentée par son directeur général d'alors, M. Bruno Bonnell », a « artificiellement fait varier le cours de son titre » en achetant et revendant des paquets d'actions, sans que l'AMF n'en soit informée. Des écoutes ont prouvé que le trésorier d'Infogrames a demandé à l'intermédiaire financier Natexis Bleichroeder de « soutenir de manière artificielle les cours, afin de favoriser la réalisation par Infogrames de cessions d'actions hors marché, effectuées les mêmes journées ». Des agissements contraires à plusieurs règlements, juge l'AMF. Sollicité par Mediapart, Bonnell dénonce un « excès de zèle » du régulateur et assure que les opérations étaient destinées à « défendre le titre », alors attaqué sur les marchés.

Bonnell, qui incarne le patron intraitable dans l'éphémère version française de The Apprentice, le show télé qui fit connaître Donald Trump aux États-Unis, est par ailleurs propriétaire de deux sociétés, BB26 et Navya, basées dans le paradis fiscal du Delaware, petit État de la côte est des États-Unis qui compte plus d'entreprises que d'habitants. Et pour cause : les taxes y sont inexistantes, aucune activité réelle n'est exigée et le nom des propriétaires des sociétés n'est pas demandé. Le Delaware est donc impliqué dans toutes sortes de montages financiers permettant aux sociétés du monde entier d'éviter fiscalement des milliards de capitaux. Bonnell prie pourtant de croire que dans son cas, « tout est transparent ».

Comme le confirme un document financier de l'époque, BB26 LLC (une



« Navya Inc. » a été déposée au Delaware par une société dont Bonnell préside le conseil de surveillance © DR

SARL) a été créée en 2007 par Atari quand il a été débarqué. Un prêt d'un million d'euros lui a même été accordé par son ancienne entreprise pour lancer une activité dans la robotique et les jeux online. Mais Bonnell a dû rentrer précipitamment des États-Unis à cause d'un drame familial et n'a jamais lancé son activité. Il admet ne s'être ensuite « jamais occupé » de fermer la société. L'autre entité que nous avons découverte, Navya Inc., a été créée par la société du même nom, un fabricant de véhicules sans chauffeurs dont il préside le conseil de surveillance. « Il s'agissait de protéger la marque. Le Delaware n'est pas qu'un paradis fiscal, c'est aussi un lieu où l'on peut monter des sociétés rapidement. » Et surtout, dans la plus grande discrétion.

Au Benelux (4e circonscription des Français de l'étranger), le fantôme de l'affaire Pechiney

Dans la quatrième circonscription des Français de l'étranger (Benelux), le premier tour a déjà eu lieu. Pieyre-Alexandre Anglade, le candidat LREM, est largement en tête avec 52,27 % des voix, devant la candidate « insoumise » Sophie Rauszer. Il devient le grand favori. Surprise : sa suppléante, Dorothee Gruman, est l'épouse d'un célèbre courtier en titres condamné dans le cadre de la retentissante « affaire Pechiney-Triangle ». Annoncé en 1988, le rachat par la société publique Pechiney de la société américaine Triangle, cotée à New York, avait permis à plusieurs financiers proches de l'Élysée, du ministère des finances et du Parti socialiste de spéculer.

À l'époque courtier de la Compagnie parisienne de placements (CPP), Patrick Gruman a été reconnu coupable de délit d'initié et condamné en appel à six mois de prison avec sursis et 80 000 francs d'amende (contre 200 000 francs en première instance) en 1994. Patrick Gruman a aussi négocié un accord avec la justice américaine. La SEC, le gendarme des marchés financiers outre-Atlantique, a accepté que la pénalité du courtier soit confondue avec celle – estimée à un peu plus de 240 000 dollars – de l'ami qu'il avait initié.

« Ces faits sont aujourd'hui prescrits et ne figurent plus sur mon casier judiciaire », rétorque M. Gruman, associé d'un cabinet de conseil financier, qui se définit comme « simple militant d'En Marche! » et dit ne pas participer à la campagne de sa conjointe. Même son de cloche du côté du candidat, Pieyre-Alexandre Anglade : « Je ne ferai pas de commentaire sur cette affaire qui s'est produite il y a trente ans. Il ne faut pas réduire ma suppléante à ce qu'a fait son mari. » Le lien de Dorothee Gruman avec son époux n'est pourtant pas que matrimonial. Avant de s'installer à Bruxelles, la candidate a dirigé en France une société spécialisée dans l'organisation de mariages, « Mon plus beau jour », dont son époux fut administrateur. Introduite en Bourse en 2007, l'entreprise, ultra-performante à ses débuts, a été placée en liquidation judiciaire à peine trois ans plus tard.

### Romain Grau (1re circonscription des Pyrénées-Orientales)



Romain Grau © France 3

Premier adjoint LR du maire de Perpignan, Romain Grau assure que c'est Emmanuel Macron lui-même, son camarade de promotion à l'ENA dont il dit être resté « proche », qui l'a « poussé » à se présenter aux législatives. Avocat d'affaires, Grau est l'actuel directeur général de New EAS, société de maintenance aéronautique installée à l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes (une des seules industries de la ville), qu'il a reprise en 2014 alors qu'elle était en liquidation. France Bleu Roussillon a révélé qu'une enquête préliminaire avait été ouverte pour « harcèlement moral » par le parquet de Perpignan à l'encontre des « dirigeants » (Romain Grau, mais aussi le PDG et des membres de la direction des ressources humaines) de New EAS, qui emploie 240 salariés. L'enquête, ouverte en mars, fait suite au témoignage anonyme d'un salarié, jugé assez inquiétant pour justifier cette ouverture. « Quand on vous parle de pression permanente du management, de salariés mal dans leur peau à cause de pressions de la direction, on ne peut pas faire l'économie d'une telle procédure », explique à Mediapart une source judiciaire.

Selon nos informations, Romain Grau devrait être bientôt entendu par les enquêteurs. Car c'est bien lui qui est en première ligne. « Chez EAS, il s'occupe de tout de A à Z », explique un salarié, qui réclame l'anonymat par peur de représailles. Certains collègues apeurés évoquent « une ambiance malsaine », une « pression permanente », un « patron qui dit des horreurs » et « envoi des SMS à 23 heures ou la nuit ». Un syndicaliste parle de collaborateurs « traqués », de « conditions de travail déplorables », d'un « dialogue social nauséabond ». Selon plusieurs sources, « entre 20 et 22 salariés », commerciaux, magasiniers, techniciens, au total près de 10 % de l'effectif, seraient en arrêt maladie de longue durée. Ces chiffres datent de « mars ou avril », assure Romain Grau, qui parle plutôt de 12 arrêts. De récentes difficultés économiques et de gros problèmes de trésorerie semblent à l'origine d'une intensification des cadences qui, selon des salariés, pèse sur la qualité du contrôle effectué sur les avions. En février, les élus du personnel ont officiellement informé l'aviation civile de « faits graves ». Dans un courrier, ils évoquent « la trop forte pression de la direction » qui « nuit à la sécurité des vols », des salariés menacés de licenciement « s'ils respectaient les procédures », de « nombreux défauts [...] délibérément masqués » pour ne pas retarder les chantiers.

« L'agrément de l'aviation civile ne m'a pas été retiré », rétorque Grau. Il admet que « tout n'est pas rose » dans l'entreprise. « Il y a eu beaucoup de mal-être ces derniers temps. La conduite du changement peut générer du stress », dit-il en novlangue managériale. La médecine du travail et l'inspection du travail ont été alertées. Un plan de prévention des risques psychosociaux va d'ailleurs être présenté au CHSCT. Grau se défend pourtant de toute « menace » ou « pression ». « Il fallait relancer cette société, j'ai fait venir des compagnies prestigieuses. Oui, il y a parfois des moments plus tendus que d'autres, mais je suis un humaniste », plaide-t-il, tout en soulignant qu'il n'est « pas mis en examen ». Il invoque aussi la petite musique du complot. « Je suis honnête, je n'ai pas l'esprit de mafia comme beaucoup d'élus à Perpignan, cela dérange. » Aux électeurs de dire s'ils sont sensibles à ses arguments. Selon le parquet, il n'est pas exclu que l'enquête soit dépaycée, l'épouse de Romain Grau étant elle-même magistrate à Perpignan.

Frédéric Petit (7e des Français de l'étranger), le maire... qui ne l'a jamais été

Candidat LREM des Français de l'étranger en Allemagne et en Europe centrale, le MoDem Frédéric Petit est arrivé en tête du premier tour, loin devant le député sortant, le socialiste Pierre-Yves Le Borgn'. Petit, qui vit à Varsovie, se targue d'avoir travaillé dans de nombreuses sociétés « à l'international ». Dans une lettre publiée le 16 mai sur son compte Facebook, il fait aussi valoir son expérience associative et sa connaissance de la gestion locale : « J'ai eu la chance, écrit-il, de m'impliquer au service de mes concitoyens en devenant maire de Maizery (Moselle) à la fin des années 1990. » Affirmation réitérée une semaine plus tard lors d'une réunion publique à Berlin, toujours visionnable sur son site Facebook.

Thierry Petit n'a pourtant jamais été maire de ce village de 127 habitants, aujourd'hui fusionné avec sa voisine, Colligny. « Monsieur Petit a été élu conseiller municipal lors des élections de 1995 », affirme le maire actuel, Hervé Messin. Selon l'édile, qui s'est plongé dans les délibérations du conseil municipal, Petit s'est bien présenté à l'élection du maire cette année-là, mais il a été battu par six voix contre trois. Il est alors « élu deuxième adjoint », poursuit Messin. En juillet 2000, le maire décède. Trois mois plus tard, il n'a pas candidaté à l'élection municipale et a quitté la commune peu après. À ce jour, il reste d'ailleurs inscrit sur les listes électorales.



## Ensemble, mobilisons-nous!

EM EN MARCHÉ BERLIN - LUNDI 15 MAI 2017 ©

Chers amis d'En Marche,

J'ai accepté avec grand honneur l'investiture pour être le candidat de La République En Marche dans notre circonscription pour l'élection législative des 4 et 18 juin. Fort d'expériences professionnelles et associatives variées en France et à l'étranger, je souhaite vous représenter et incarner le renouveau voulu par notre président, Emmanuel Macron, à l'Assemblée nationale.

Issu de la société civile et membre du Mouvement Démocrate, j'ai travaillé pour des projets sociaux et associatifs en Moselle. J'ai eu par la suite une carrière d'ingénieur et de chef d'entreprise (énergie et environnement) à l'international en Lituanie, en Égypte et en Pologne notamment. Marié à une Polonaise et père de deux filles, j'ai eu la chance de m'impliquer au service de mes concitoyens en devenant maire de Maizery (Moselle) à la fin des années 1990.

Notre circonscription est au cœur de l'Europe. Le résultat de l'élection présidentielle a confirmé la volonté farouche de ses électeurs de défendre la refondation de l'Union Européenne portée par Emmanuel Macron. J'en serai le garant, une fois élu député.

Je fais appel à votre mobilisation sur le terrain afin de porter haut nos valeurs et de faire gagner la majorité présidentielle dès le 4 juin. Mobilisons pour que cette élection ne soit pas gagnée par l'abstention, cette victoire est décisive pour vos droits, pour la France et pour l'Europe.

Frédéric Petit

Candidat aux législatives sous la bannière La République En Marche.

Message de Frédéric Petit sur Facebook, le 16 mai 2017 © DR

## Claire O'Petit (5e de l'Eure), la « Grande Gueule » interdite de gérer une entreprise

Quand Claire O'Petit critiquait Emmanuel Macron dans les "Grandes Gueules"

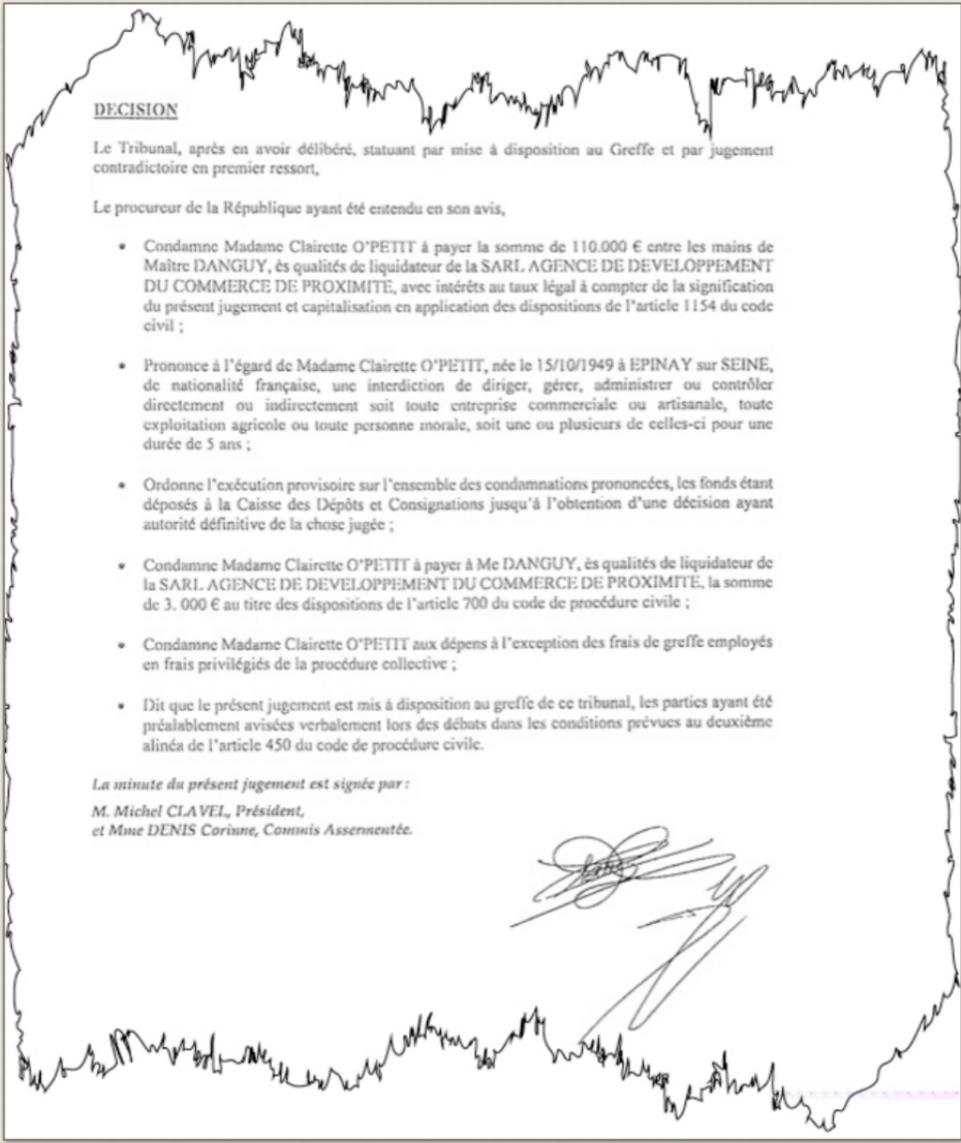
<http://dai.ly/x267euo>

À Vernon (Eure), elle mène une campagne solitaire : peu de militants locaux la soutiennent. À la surprise générale, Claire O'Petit, connue pour sa participation aux Grandes Gueules de la radio RMC, a été désignée candidate dans la cinquième circonscription de ce département où le ministre Bruno Le Maire se présente lui aussi. Stupeur des « marcheurs » locaux, qui ont rappelé dans une lettre adressée à la commission d'investiture du mouvement les « contradictions » de cette candidature « polémique et discréditée ».

Plusieurs fois candidate aux législatives sous l'étiquette MoDem, elle est décrite par eux comme une « multirécidiviste de l'échec électoral ». Ils rappellent ses propos « très dérangeants » contre Macron (« il prend les femmes pour des connes »), le Parti socialiste « raciste », ou encore les Roms et leur « culture qui n'est pas la nôtre ». Le Parisien assure qu'elle aurait sollicité il y a deux ans une investiture du Front national aux régionales, ce qu'elle dément. « Collard, avec qui j'ai travaillé aux Grandes Gueules pendant six ans, m'a dit "tu devrais nous rejoindre". Si j'avais demandé une investiture FN, je l'aurais eue, mais je ne l'ai pas demandé et ce ne sont pas mes idées. »

La candidate, qui dit « être très souvent au téléphone » avec Brigitte Macron (« elle adore les Grandes Gueules, je lui ai même fait avoir un tee-shirt »), se présente comme présidente d'un « Collectif des commerçants et artisans » qui n'a pas d'activité connue. Sa société, l'Agence de développement du commerce de proximité (ADPD), accuse un passif de 130 000 euros et a été mise en liquidation le 31 juillet 2014. Devant le tribunal de Bobigny, le liquidateur a évoqué en novembre 2016 une « comptabilité irrégulière », une « opacité financière complète » et s'est étonné d'une curieuse prise de participation dans une société civile immobilière, dénommée Magali.

D'après le jugement (ci-dessus), le tribunal a reconnu la « faute de gestion », l'a condamnée à verser 110 000 euros au liquidateur et a interdit à Claire O'Petit de « diriger, gérer, administrer ou contrôler directement toute entreprise commerciale ou artisanale, toute exploitation agricole ou toute personne morale (...) pour une durée de cinq ans ». Le comble, pour une personne qui prétend devenir élue de la nation, qui, si elle est élue, va



contrôler l'action de l'exécutif et va, comme députée, devoir gérer une petite PME parlementaire avec une permanence et des collaborateurs.

Contactée par Mediapart, Claire O'Petit assure avoir été lésée par des « mauvais payeurs », trois associations de commerçants pour lesquelles elle a travaillé. « Monsieur Macron dit partout qu'il faut donner une deuxième chance, c'est exactement mon cas », dit-elle sans rire, en rappelant qu'elle a fait appel. Comme l'ex-LR Alexandre Huau-Armani, maire adjoint de Vernon, certains macronistes locaux, atterrés, lui demandent d'en « tirer les conséquences » et de se retirer. « On ne peut pas plaire à tout le monde, et alors ? », répond crânement O'Petit, qui dit garder le soutien total du parti.

### André Dupont (Ardèche), le MoDem anti-mariage homo qui a effacé ses posts Facebook

Quand Mediapart lui pose la question, André Dupont l'admet : oui, il a bel et bien toiletté son profil Facebook quand il est devenu candidat LREM dans la deuxième circonscription de l'Ardèche. « Mon Facebook était trop ouvert, j'ai rendu les posts inaccessibles. » Formule pudique : André Dupont a en réalité littéralement expurgé son compte, longtemps ouvert aux quatre vents, qui ne compte plus désormais que quelques posts, dont le plus récent date... du 27 mai.

Ces dernières années, cet adhérent du MoDem ardéchois, déjà candidat du parti de François Bayrou aux législatives de 2012, a pourtant été très actif sur le réseau social. Pour déplorer le sort des chrétiens d'Orient, relayer une pétition en faveur du contesté professeur anti-vaccins Henri Joyeux... et dénoncer le mariage des couples de même sexe, en contradiction totale avec la plate-forme législative de LREM.

Le 4 février 2013, en plein examen de la loi à l'Assemblée nationale, Dupont poste sur Facebook une « lettre ouverte » à Pascal Terrasse, le député PS de la circonscription, signée de son nom. « Avoir un enfant n'est pas un droit (...) argumenter autour du principe d'égalité sur ce sujet est fallacieux », écrit-il, enjoignant à son député, s'il veut « rester proche de l'Ardèche », de « refuser ce texte tant qu'il n'y aura pas de vraies réponses aux questions des droits de la femme et des enfants ».

Trois jours plus tard, il partage deux liens de la Manif pour tous : le « témoignage poignant d'un jeune adopté » et une invitation à saisir le Conseil économique et social pour contester la loi. Le 4 juin, il partage une pétition contre la supposée « théorie du genre » relayée par l'UNI, organisation étudiante conservatrice. Le 2 juillet, il relaie un entretien sur RMC de la présidente de la Manif pour tous, Ludovine de La Rochère, isolée par le site d'extrême droite Le Salon beige, où celle-ci dénonce les « intimidations » contre les militants anti-mariage pour tous. « À écouter si vous avez un peu de temps », conseille André Dupont à ses amis Facebook. Le 5 août, il relaie un article de la fondation Jérôme-Lejeune, proche des catholiques intégristes



anti-avortement, qui dénonce une action d'Act Up. « Inadmissible de voir cela, est-ce que l'État va réagir face à cette violence ? », s'indigne Dupont.

Ce catholique convaincu, qui partage sur son compte les vidéos du groupe d'électro-pop « Glorious », créateur d'une école de « louange » de Dieu, admet qu'il était alors très opposé à la loi Taubira. « J'étais très opposé à la gestation pour autrui et sur ce point la loi était ambiguë », plaide-t-il aujourd'hui. Il reconnaît avoir manifesté « une fois à Paris » contre la loi Taubira, « entraîné par des amis », mais ne pas avoir renouvelé l'expérience « parce qu'il y avait dans ces manifestations des gens qui étaient là pour détruire et pas construire ». Il assure que la loi ne lui pose aujourd'hui « aucune difficulté » et plaide le droit à « changer d'avis ». Mais tout de même pas au point d'assumer ses engagements passés...

Dupont n'est pas le seul candidat macroniste opposé au mariage des couples de même sexe. D'après Streetpress, le vice-président du conseil régional de Guadeloupe Olivier Serva (1re circonscription) jugeait en 2012 que le mariage des couples de même sexe était « intolérable », un « péché », et qualifiait, comme Christine Boutin, l'homosexualité d'« abomination ». Le président de la commission d'investiture d'En Marche!, Jean-Paul Delevoye, a jugé ces propos « pas compatibles avec la charte des candidats La République en marche », mais son investiture a été maintenue.

Selon Buzzfeed, Vincent Bru, maire UDI de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), investi LREM, avait signé le manifeste des « maires pour l'enfance » demandant l'abrogation de la loi Taubira. Dans la 1re circonscription de l'Aisne, Aude Bono (ex-UDI) a « assisté » en novembre 2012 à une manifestation d'opposants à la loi Taubira. Les deux affirment aujourd'hui ne pas vouloir revenir sur la loi. Le parti ne juge pas utile de leur retirer les investitures. Il faut dire que des opposants au mariage des couples de même sexe, il y en a jusqu'au gouvernement : en 2013, le ministre de l'action et des comptes publics, Gérard Darmanin, qui n'est pas candidat aux législatives, avait affirmé qu'il refuserait comme maire de célébrer des mariages « entre deux hommes et deux femmes ».

## Houmria Berrada (2e du Nord) et ses faux diplômes

Candidate LREM dans la deuxième circonscription du Nord, Houmria Berrada, 34 ans, a été condamnée en 2011 pour avoir présenté un faux diplôme de l'Institut d'études judiciaires (IEJ) de Strasbourg à l'école d'avocats de Lille. Une falsification qui, selon La Voix du Nord, lui avait valu un renvoi de l'école d'avocats de Lille l'année précédente. Certains soutiens locaux l'ont lâchée. Mais le parti a maintenu sa candidature.

## Stéphanie Jannin (2e de l'Hérault), visée par une enquête

D'après le quotidien Midi-Libre, l'adjointe à l'urbanisme du maire de Montpellier, Philippe Saurel, un de ces grands élus locaux ayant soutenu Emmanuel Macron, a été entendue le 23 avril par la police judiciaire dans une affaire de construction de logements sociaux. « Je ne suis pas ressortie avec une mise en examen et j'ai pu m'expliquer », se défend la candidate. Comme l'a révélé Montpellier Journal, Stéphanie Jannin défend depuis des mois avec beaucoup de détermination la construction dans un espace vert menacé. Problème : l'architecte pressenti est son ancien employeur. D'où des soupçons de conflits d'intérêts. Jannin a porté plainte en diffamation contre un autre candidat aux législatives, Thierry Teulade, qu'elle estime à l'origine de l'affaire.

## Didier Martin (1re de Côte-d'Or), entendu dans une affaire de faux témoignage

Selon L'Accent bourguignon, relayé par France Bleu Bourgogne, le parquet de Dijon a ouvert une enquête préliminaire à la suite de plaintes pour faux témoignages contre l'ancien patron de l'office de tourisme de Dijon, candidat LREM dans la ville dirigée par l'ancien ministre socialiste François Rebsamen. Martin est d'ailleurs entendu par la police dans ce dossier, ce mercredi 7 juin. Selon le mensuel, l'ancienne directrice de l'office de tourisme aurait effectué un signalement car elle le soupçonne d'avoir confondu sa carte bleue personnelle et celle de l'organisme. Elle a ensuite été licenciée, licenciement invalidé en première instance par les prud'hommes. Le candidat crie au « complot politique » en pleine période électorale.

## Saïd Ousmane Diallo (4e des Bouches-du-Rhône)

Candidate à Marseille face à Jean-Luc Mélenchon et au socialiste sortant Patrick Mennucci, la cheffe d'entreprise et référente départementale d'En Marche! Corinne Versini est rattrapée par une affaire de menaces de mort proférées par son suppléant, Saïd Ousmane Diallo. L'affaire s'est passée lors des précédentes législatives, en 2012. Agent commercial dans une entreprise de nettoyage marseillaise, Saïd Ousmane Diallo faisait alors campagne pour Patrick Mennucci face à Lisette Narducci, à l'époque proche du sénateur Jean-Noël Guérini, l'ancien patron tout-puissant du département mis en examen dans plusieurs affaires. En décembre 2012, Mennucci a déposé plainte contre Diallo pour faux témoignage et menaces de mort auprès du procureur de la République de Marseille. Le député livre alors aux enquêteurs l'enregistrement d'une conversation privée d'une heure et demie entre Saïd Ousmane et un militant socialiste. Selon le rapport de synthèse de la sûreté départementale des Bouches-du-Rhône, chargée de l'enquête, l'enregistrement montre « une grande rancœur d'Ousmane Saïd envers Monsieur Mennucci ainsi que plusieurs menaces directes et indirectes à son encontre ». Saïd Ousmane explique notamment que s'il n'était pas « député, il lui serait arrivé comme à Piat ». Autrement dit Yann Piat, députée UDF tuée le 25 février 1994 par deux motards, près d'Hyères dans le Var, après avoir dénoncé les liens entre des élus de droite et la mafia varoise. Saïd Ousmane Diallo explique, toujours selon cette retranscription, « pourquoi ils veulent détruire Patrick, parce qu'il a des trucs avec Guérini, il a mis les projecteurs sur Guérini. Ce gros bâtard, c'est lui qui a envoyé les lettres à la financière, lettres anonymes ». Ces menaces avaient valu au député PS d'être placé pendant quelques mois, début 2013, sous protection du Service de protection des hautes personnalités (SPHP). Saïd Ousmane a également déposé plainte le 7 décembre 2012 auprès du procureur de la République contre Patrick Mennucci pour « diffamations, dénonciations mensongères et calomnieuses », dénonçant « un enregistrement sauvage ». Il n'a pas été inquiété par la suite. « J'ai pris Yann Piat en exemple, mais en aucun cas je n'ai attenté à la vie de Mennucci », se défend Saïd Ousmane, qui refuse de revenir sur les raisons de son différend avec le candidat, à l'issue de la campagne de 2012. « J'attends le fin mot de la justice, je n'ai rien à me reprocher, c'est sa façon de faire de la politique que je refuse. » Interrogée par téléphone, la candidate Corinne Versini élude quand on évoque Yann Piat : « Je ne sais pas ce qui lui est arrivé, je ne me souviens plus de cette affaire. » La candidate convient que la formule était « malheureuse », mais estime que tant qu'il n'y a pas de menaces répétées, « cela ne relève pas du pénal ». « Les instructions sont claires, on n'insulte pas, on ne veut surtout pas rentrer dans ce genre de pagnolades », affirme la candidate, qui dit subir elle-même une campagne d'intimidation.

## Pierre Cabaré (1re de Haute-Garonne), le candidat inéligible

Ce prothésiste dentaire de 59 ans, au parcours politique riche (il est passé par France Écologie, UDI, Cap21), avait été investi dans la 1re circonscription de Haute-Garonne. Comme l'a raconté La Dépêche du Midi, il avait juste oublié de signaler à la commission d'investiture sa condamnation en 2003 à un an d'inéligibilité par le Conseil constitutionnel. Candidat en 2002 aux élections législatives, il n'avait ni mandataire financier ni compte de campagne en bonne et due forme. Son compte de campagne avait donc été rejeté et il avait écopé de la peine d'inéligibilité. « Une histoire sans intérêt », a plaidé Cabaré. LREM a suspendu son investiture, mais sans présenter d'adversaire contre lui. Élu, il pourrait donc faire partie d'une future majorité présidentielle.

mediapart.fr

## II) "C'est un petit génie" : quand Benoît Hamon tacle avec ironie Emmanuel Macron

Par Camille Thomas



Benoît Hamon dans Télématin sur France 2

## Invité de Télématin ce mardi 6 juin, Benoît Hamon n'a pas été tendre avec le début de la présidence d'Emmanuel Macron.

Pendant la campagne présidentielle, Benoît Hamon a été la victime principale de la montée en puissance d'Emmanuel Macron. Plusieurs figures de la gauche n'ont pas hésité à faire faux bond au vainqueur de la primaire de leur camp pour rallier le candidat du mouvement En Marche. "Incontestablement, depuis quelques semaines, s'organisent des ralliements à Emmanuel Macron qui consistent à me planter un couteau dans le dos, disons-le clairement", avait constaté Benoît Hamon, seulement 5e du premier tour avec 6,38% des voix, avec amertume.

L'ancien ministre a assisté de loin à l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron, successeur de François Hollande à l'Élysée depuis le 14 mai dernier. Invité de l'émission Télématin ce mardi 6 juin sur France 2, Benoît Hamon a ironisé sur le projet de la réforme du code du travail que le nouveau président de la République voudrait mettre en place. "Emmanuel Macron est un petit génie mais ça fait un siècle qu'on sait que les protections doivent être fixées par la loi", a-t-il persiflé face à Caroline Roux dans les 4 Vérités. "Le Code du travail proposé par Emmanuel Macron, c'est une vraie régression sociale, très vieux-jeu !", a ajouté Benoît Hamon. Il s'est ensuite insurgé contre la Macron Mania de ces premières semaines de mandat : "Elle nous fait oublier les politiques qu'il va mettre en œuvre."

Closer

## 1) Législatives : Macron s'inquiète d'avoir "trop d'élus"

Par valeursactuelles.com



Selon Le Canard enchaîné du mercredi 7 juin, Emmanuel Macron anticiperait un véritable raz-de-marée de La République en Marche aux législatives, au point d'avoir "presque trop" de siège à l'Assemblée nationale le 18 juin.

C'est ce qu'on appelle croire en ses chances. Vraisemblablement décidé à éradiquer les deux grandes formations politiques traditionnelles de France - Les Républicains et le Parti socialiste -, Emmanuel Macron serait persuadé d'avoir réussi son pari. D'après Le Canard enchaîné du mercredi 7 juin, le président s'attendrait à "avoir beaucoup d'élus, presque trop".

### "Éviter le foutoir"

"Nous allons avoir beaucoup d'élus, presque trop, plus de 400, il va falloir les encadrer de près pour éviter le foutoir", aurait estimé l'ancien banquier, conforté par de récents sondages qui donne son parti largement en tête du scrutin. Parallèlement à cet optimisme non dissimulé du chef de l'État, le chef de file de l'opposition, François Baroin, serait lui particulièrement pessimiste quant aux résultats du 18 juin prochain.

**VALEURS**

## 2) Législatives : pour Baroin, la droite "va prendre une déroute"

Par valeursactuelles.com

D'après Le Canard enchaîné du mercredi 7 juin, François Baroin anticiperait une lourde défaite des Républicains aux législatives.

Avant même le premier tour des élections législatives, les grands partis traditionnels font grise mine. Mercredi 31 mai, FranceInfo rapportait que Jean-

Christophe Cambadélis, secrétaire général du PS, tablait en privé "sur moins de 15 députés élus". Du côté des Républicains, l'heure semble tout autant au défaitisme, Le Canard enchaîné du mercredi 7 juin rapportant des propos de François Baroin, chef de file de la droite pour les législatives, pour qui sa famille politique "va prendre une très grosse déroute".



### "Je suis comme les taulards..."

"On va prendre une très grosse déroute", aurait déclaré le maire de Troyes, se fendant d'un commentaire particulièrement révélateur de son état d'esprit du moment : "Je suis comme les taulards, je compte les jours avant la quille."

## III) Affaire Ferrand: de l'argent public a servi à l'installation des Mutuelles de Bretagne dans le bâtiment loué à sa compagne

**INFO BFMTV - A la fin des années 2011 et 2012, et au début de l'année 2013, les Mutuelles de Bretagne, dont Richard Ferrand a été le directeur général, ont perçu des fonds publics pour aider l'installation des Mutuelles dans des locaux brestois possédés par la compagne de l'actuel ministre de la Cohésion des territoires.**

Le Conseil municipal de Brest et le Conseil général du Finistère ont versé de l'argent public aux Mutuelles de Bretagne, dont Richard Ferrand a été le directeur général jusqu'à son entrée à l'Assemblée nationale en juin 2012, pour financer - au moins en partie - l'installation des Mutuelles dans les locaux appartenant à la compagne du ministre de la Cohésion des territoires et abritant un centre de soins pour personnes âgées à Brest.

Ce sont les informations que BFMTV a tiré de la consultation de documents officiels. Au total, ce sont 55.000 euros de subventions que les Mutuelles de Bretagne ont récoltés pour l'installation et l'équipement des locaux.

La révélation de ces versements constituent un nouveau volet dans l'affaire soulevée autour d'une opération immobilière polémique qui a conduit le parquet de Brest à ouvrir une enquête préliminaire.

### 55.000 euros en trois fois

Sur un premier document, une demande de subvention adressée au Conseil général du Finistère, datée du 1er décembre, les Mutuelles de Bretagne disent tabler sur un coût total de 300.000 euros pour la création d'un "nouvelle plateforme".

Dans la volonté d'éviter, écrivent-elles, que des frais trop importants ne viennent peser sur la prochaine activité et pour contribuer à l'équilibre financier, elles demandent une aide. Le Conseil général débloque alors 15.000 euros.

Un second document, issu d'une délibération du Conseil municipal de Brest du 23 octobre 2012, apporte aux Mutuelles de Bretagne une autre subvention, d'une valeur, cette fois-ci, de 20.000 euros. Il s'agit d'aider à la "mise en place d'une plateforme unique de gestion des services brestois des Mutuelles de Bretagne". Quatre mois plus tard, plus précisément le 12 février 2013, le Conseil municipal double cette aide. Ces 55.000 euros sont délivrés en trois documents. Benjamin Griveaux, porte-parole de "La République en marche", **avait pourtant affirmé le 24 mai sur France Info** qu'il n'y avait "pas (eu) d'argent public" engagé dans cette opération dévoilée dans un premier temps **par Le Canard enchaîné**.



### Un scandale qui ne repose sur "rien" selon l'entourage de Richard Ferrand

L'entourage de Richard Ferrand ne change cependant pas de registre devant ces nouveaux éléments. L'entourage du ministre et candidat aux législatives, assure en effet à BFMTV qu'"on cherche un scandale à partir de quelque chose qui n'est rien". Pour les proches du ministre, "ces choix sont de saine gestion". "Richard Ferrand a sauvé 130 emplois, mais ça, on ne le dit jamais ; C'est l'une des seules mutuelles qui ne perd pas d'argent", ajoutent-ils encore.

Comme il avait pu le faire à la suite d'une enquête du Monde, l'entourage du ministre donne ses précisions sur chaque point. S'agissant de la provenance des subventions, il note: "Admettons que ce soit le cas. En décembre 2011, Richard Ferrand ne siège plus au Conseil général. Il n'a jamais été membre du conseil municipal de Brest."

Et sur le fond, les proches de Richard Ferrand ne voient rien d'alarmant:

"La plupart des collectivités et des communes ont des programmes d'aide à l'installation d'infrastructures de ce type ; cela n'a rien d'extravagant. (...) Chaque fois, trente fois, (pour la création d'un nouveau centre), Les Mutuelles ont sollicité toutes les subventions disponibles. C'est une pratique qui n'a aucune singularité. A ce moment-là, qu'on donne la liste de tous ceux qui en ont bénéficié. (...) Il s'agit d'interventions publiques auxquelles les Mutuelles de Bretagne, comme toutes les structures comparables, sont éligibles."

### L'utilisation des fonds perçus au cœur des interrogations

Il est également souligné que l'argent délivré est allé aux Mutuelles de Bretagne et non à la compagnie du lieutenant d'Emmanuel Macron: "Ce n'est pas la compagnie de Richard Ferrand qui a bénéficié des subventions, c'est l'exploitant (c'est-à-dire les Mutuelles) (...) Ces subventions sont au bénéfice des Mutuelles de Bretagne, elles ne sont pas au bénéfice du propriétaire bailleur."

Quant à l'utilisation des fonds publics perçus, il s'agit aussi de savoir si ces sommes ont bien servi à l'acquisition d'équipement ou si elles ont aussi permis de financer une part des rénovations. A cette question, l'entourage répond avec prudence qu'"on ne peut pas" le dire avec certitude, tout en réaffirmant que "les fonds en question ne sont pas affectés aux locaux: ils servent à financer le mobilier, le matériel informatique, les armoires pour garder les médicaments à température". Ce sera à la justice de le dire. Une enquête préliminaire a été ouverte dans cette affaire.

Cécile Danré avec Robin Verner



## IV) Macron veut rénover la presse

Roselyne Febvre

Depuis des semaines, les journalistes s'inquiètent du comportement du nouveau Président de la République à leur rencontre. Que s'est-il passé?



Martin BUREAU / AFP

Emmanuel Macron a du génie mais des paradoxes, des contradictions et des tentations. Il avait tout planifié dans son ascension politique, y compris son rapport à la presse.

### Acte I

François Hollande n'a que très peu utilisé la presse people, il en a été surtout victime. Emmanuel Macron, lui, s'en est servi sans parcimonie et avec maîtrise. Combien de fois a-t-il fait la Une de Paris Match? Cinq fois. Et ce n'était pas un homme qu'il mettait en scène mais un couple. Emmanuel et Brigitte au Touquet, Emmanuel et Brigitte au Parc, Emmanuel et Brigitte à la plage. Sa notoriété, au départ limitée aux petits cercles business parisiens, a crû par la peopolisation.

Puis, pendant la campagne, il a accepté à de nombreuses reprises que des caméras de télévision entrent jusque chez lui pour obtenir des confidences intimes. Construire son personnage. Le couple rencontre Mimi Marchand, la prêtresse des paparazzis, et suit ses conseils. Construire aussi le récit de la victoire en laissant accéder, de façon contrôlée, à son état major. Les documentaires devaient servir à raconter la conquête puisque l'histoire est toujours racontée par les vainqueurs.

Emmanuel et Brigitte sont un livre «ouvert», interviews, confessions, considérations sur la philosophie, la politique et la vie. Mais pas seulement. Il faut aussi montrer l'audace. Dans un documentaire, on verra la vidéo de la fête de leur mariage. Macron déterminé, séducteur et fier.

Bref, il a su utiliser la presse comme d'autres avant lui (Sarkozy). Il sait qu'il est un «bon client» pour les journalistes en mal de copie. Il est un terrain inexploré, une terre inviolée, un être nouveau et une belle gueule sur papier glacé. Il prend la lumière, tout ça se vend.

Fin de l'épisode conquête.

### Acte II

Puis après le premier tour de la présidentielle, l'affaire est dans le sac. Plus besoin de ronds de jambe. Apparaît un nouveau Macron. Pour ses amis, son équipe, ses soutiens il organise une soirée dans le restaurant parisien La Rotonde. Alpagué à la sortie par les journalistes qui lui rappellent qu'il n'a pas encore gagné et que sa petite fiesta fait écho au mémorable Fouquet's de Nicolas Sarkozy, il laisse poindre un agacement qui dit tout: «je n'ai pas de leçons à recevoir du petit monde parisien». En clair, je vous emmerde. Fermez le ban.

Vient la suite, la victoire, le Louvre, la passation. Et la métamorphose eut lieu. Ganymède devient Jupiter. L'Olympe devient impraticable aux communs des mortels. Les grilles de l'Elysée ouvertes à tous les vents sous son prédécesseur, se referment.

Le premier conseil des ministres fera date par la prise en main de l'outil médiatique. La cohorte de journalistes qui piétine habituellement dans la cour n'est pas invitée à se jeter sur les impétrants ministres qui pourraient lâcher des gaffes d'autant qu'ils sont inexpérimentés pour la plupart, ils viennent de la

société civile. Personne ne peut les approcher. Ils s'engouffrent dans leurs nouvelles voitures de fonction avec comme seule arme un sourire parfois crispé, heureux ou timide. Jupiter protège ses demi-Dieux et la presse est déjà furieuse. «On va en baver», se disent entre eux les journalistes en boucle. Mais c'est ainsi et c'est voulu. Le responsable de la presse Sylvain Fort ne répond jamais ou très rarement au téléphone. La presse est bel et bien tenue à distance. Emmanuel Macron, on l'a compris, sera l'absolu contraire de François Hollande qui répondait aux textos, multipliaient les rencontres et invitaient les journalistes à sa table quand ce n'était pas le contraire!

Mise au pas

Macron veut mettre les journalistes à leur place sinon au pas à l'heure des chaînes d'infos. Pour l'un de ses premiers déplacements à l'étranger au Mali, l'Elysée annonce vouloir décider qui seront les journalistes qui l'accompagneront. Dans les rédactions, on regimbe, on râle, on s'inquiète. Plusieurs sociétés des rédacteurs pondent un communiqué pour s'insurger de ces nouvelles pratiques.

Le calme reviendra mais l'inquiétude demeure. L'argument élyséen de la sécurité des personnes accompagnant le président ne vaut pas lourd. La vérité est qu'Emmanuel Macron veut des journalistes en fonction des thèmes de ses voyages. Au Mali, il veut des spécialistes de la politique étrangère et de la Défense. Idem pour un déplacement économique, il souhaite des journalistes économiques. Pour parler du fond et rompre avec les pratiques passées, quand la presse ne cherche plus que des petites phrases, des polémiques et des réponses aux polémiques, où l'actualité du jour se résume à de l'écume, adieu l'argumentation, adieu le fond. Le nouveau président veut que la presse parle du Mali au Mali, d'Europe en Allemagne, de sécurité au G7, d'immigration en Italie. Que cesse les questions du petit théâtre parisien. Emmanuel Macron veut rénover la politique pas se perdre dans les marécages.

Pour son premier déplacement en région, le Président choisit les chantiers navals de Saint Nazaire. Son message: vanter un succès français et au passage revoir les conditions de l'accord de vente des chantiers à l'italien Fincantieri. Il ne veut pas s'exprimer sur autre chose et en particulier sur l'affaire Richard Ferrand qui excite les médias. Et il est vrai que les modalités de vente de STX, les journalistes s'en tapent et l'équipe Macron le sait parfaitement. Ils veulent du Ferrand, rien que du Ferrand. Un ministre suspect de défaut de moralité alors qu'une loi est en préparation pour mettre définitivement fin aux prévarications d'hier : Macron soutient-il encore son premier apôtre? La question obsède les médias.

Pour semer les journalistes à St Nazaire, l'Elysée envoie un communiqué de sa visite aux chantiers tard la veille pour le lendemain, pour les journalistes l'accréditation devient un chemin de croix. Sur place le président ferme toutes les écouteilles. Il déclare: «je ne ferais pas de commentaires sur d'autres choses que celles pour lesquelles je suis venu» avant d'ajouter «le gouvernement doit gouverner, la presse doit faire son travail. Ensuite il y a une justice indépendante. Il ne faut confondre aucun de ces rôles».

Voilà le nouveau principe. La séparation des genres, base de la démocratie n'est plus respectée, Emmanuel Macron veut la rétablir. Son constat est justement un total mélange des genres entre la politique, les médias et la justice. La politique et la presse ont des rapports trop mêlés, s'appuyant l'une sur l'autre pour entretenir «le système», s'enfonçant conjointement l'une et l'autre dans l'opprobre de l'opinion. Pour Emmanuel Macron, ce mélange existe aussi entre la presse et la justice. Pour nettoyer les écuries d'Augias, en finir avec la corruption politique, nombre de juges utilisent les médias pour rendre publics leurs soupçons et faire pression sur les suspects. Ils brisent le secret de l'instruction parce que trop longtemps les affaires ont été étouffées par la hiérarchie judiciaire. Pour la presse ces scoops sont pains bénis, le bruit fait vendre et la cause est bonne.

### La tentation du bonapartisme

Le jeune président veut ramener la presse à sa place et au fond. En finir avec la mousse le dérisoire et l'absence d'arguments. Séparation des genres et des journalistes pointus.

Faut-il s'inquiéter en réalité? Non. Le président a raison. La presse est la première à savoir qu'elle ne rétablira sa légitimité auprès de l'opinion que si elle fait en somme ce que Macron a fait avec la politique. Mais si le but est louable, la méthode était-elle la bonne? Limiter les prises de parole, fermer les portes, jouer à Mitterrand et Jupiter ne suffira pas. Pour deux raisons.

La première est économique. Si la presse française est affaiblie, si elle s'évertue à faire plus de bruit que de donner du sens, c'est qu'elle est financièrement exsangue et structurellement défailante. Ce n'est pour le coup pas un scoop: le secteur est en chute. Fuite des lecteurs, déperdition publicitaire, révolution technologique, rien ne va plus. Et Google qui pique toutes les recettes. La télévision n'est plus épargnée, la course à l'audience dégrade la qualité, l'excès de concurrence des chaînes va dans le même sens.

De meilleurs journalistes, ce sont des journalistes rassurés sur leur avenir et mieux payés. Emmanuel Macron devra, s'il veut une autre presse, améliorer les conditions de son existence économique.

Mais l'inquiétude calmée, il reste un ton désagréable dans la musique macronnienne. Les journalistes même «faibles» ont une vertu par instinct et par fonction, chercher la petite bête. C'est agaçant, ce n'est pas «sérieux» mais c'est une imperfection qui doit demeurer intouchable. Même la «mousse» qu'ils font, même leur chasse en meute, même leurs questions jugées «déplacées» sur leur vie privée, ils ont cette vertu de flairer, de deviner, de voir, la faille d'un ministre, la faiblesse d'un gouvernement et les risques d'une dérive du pouvoir. Parlons clair: la presse «sent» chez Macron la possibilité sinon la tentation du bonapartisme. Elle crie d'avance. Elle a, «en même temps», tort et raison.



Roselyne Febvre (6 articles)  
Journaliste

slate.fr



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## V) "Vous savez que vous êtes morts ?" : sur le terrain, la campagne cauchemardesque des candidats PS aux législatives

**Coincés entre La France insoumise et La République en marche, les candidats socialistes sont promis à une hécatombe lors des élections législatives. Franceinfo est allé à la rencontre de trois d'entre eux : une ancienne ministre, le patron du parti et un frondeur.**



Najat Vallaud-Belkacem, le 2 juin 2017, en campagne sur un marché de Villeurbanne (Rhône). (ILAN CARO / FRANCEINFO)



De nos envoyés spéciaux, Ilan Caro Sophie Brunn Robin Prudent  
France Télévisions

A l'Assemblée, les socialistes s'attendent au pire. "C'est un peu comme l'émission 'Rendez-vous en terre inconnue'. Sauf qu'on ne sait pas combien vont revenir, ni dans quel état", résume un dirigeant du parti. Selon une enquête Ipsos/Sopra Steria pour franceinfo publiée mardi 6 juin, le Parti socialiste, avec l'aide de ses alliés, pourrait ne compter que 25 à 35 sièges à l'issue du scrutin. Dix fois moins que dans l'Assemblée sortante. Comment les candidats tentent-ils de surmonter ce contexte défavorable ? Franceinfo est allé à la rencontre de trois personnalités socialistes : l'ancienne ministre Najat Vallaud-Belkacem, le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, et le député frondeur Yann Galut.

**Dans le Rhône, Najat Vallaud-Belkacem fait les frais du quinquennat Hollande**

Courage, on est avec toi, tu vas passer !" lui glisse au creux de l'oreille un habitant sur un marché populaire de Villeurbanne. Ce genre de petites attentions, Najat Vallaud-Belkacem en a bien besoin dans cette campagne encore plus difficile que prévu. Dirigée par les socialistes depuis l'après-guerre, la ville, mitoyenne de Lyon, n'a fait défaut à la gauche qu'une seule fois aux législatives. C'était lors de la grande débâcle de 1993. Cette fois-ci, c'est la vague En marche ! qui risque de tout balayer sur son passage.

L'ancienne ministre de l'Education a beau être nationalement connue, avoir arpenté les rues de Villeurbanne régulièrement depuis trois ans et se démener dans la dernière ligne droite sur chaque marché, devant chaque école, dans les parcs ou dans les réunions d'appartement, c'est bien son concurrent macroniste, l'entrepreneur Bruno Bonnell, qui fait pour le moment figure de favori. C'est en tout cas ce que laisse entrevoir un sondage Ifop pour Le JDD paru le 21 mai : qualifiée de justesse au premier tour, elle serait largement battue au second.



Najat Vallaud-Belkacem, candidate aux élections législatives, le 2 juin 2017, sur un marché de Villeurbanne (Rhône), avec son suppléant Didier Vullierme. (ILAN CARO / FRANCEINFO)

Ici comme ailleurs, le poids de l'étiquette politique prime sur tout le reste. "Depuis la victoire de Macron, on marche un peu sur l'eau", dit Jean-Paul Bret, le maire de la ville, venu prêter main forte à la candidate socialiste sur le marché. Une évidence : le logo du PS, que Najat Vallaud-Belkacem fait tout de même figurer sur ses affiches, est bien moins vendeur.

*En marche ! pourrait présenter la candidature d'un sac de pommes de terre, il serait en situation de gagner.*

**Jean-Paul Bret, maire socialiste de Villeurbanne à franceinfo**

"S'il n'y avait pas cette configuration exceptionnelle avec la victoire d'Emmanuel Macron, il n'y aurait eu aucun problème pour Najat ici", pense Pascale Crozon, la députée sortante, qui la soutient à fond. Mais après deux mandats à l'Assemblée, elle est bien obligée de reconnaître que le PS court au désastre : "Les gens ont une méconnaissance totale de tout le travail que nous avons fait pendant cinq ans. Nous avons été très mauvais, tant au gouvernement qu'au parti, pour expliquer ce que nous faisons."

"Le rejet ? Ce n'est pas du tout ce que je ressens sur le terrain", jure pourtant la candidate socialiste, qui tente de faire bonne figure. Dans la rue, il y a, c'est vrai, de réelles marques d'affection. Mais il y a aussi cette mère de famille qui veut lui faire payer le retour à la semaine de quatre jours et demi à l'école, ou cet homme qui estime que "les politiciens sont tous les mêmes". Et puis ces passants, nombreux, qui détournent le regard ou rechignent à accepter les tracts. "On entend beaucoup de reproches dans cette campagne, c'est dur", convient une élue municipale.

A 39 ans, Najat Vallaud-Belkacem fait partie des personnalités fréquemment citées pour mener la reconstruction du PS. La candidate confirme vouloir y prendre toute sa part, persuadée qu'il existe bien un espace entre La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et La République en marche. "Les idées et les valeurs sont là. Reste à déterminer ce à quoi va ressembler la coquille. Il faut vraiment qu'on se retrouse les manches et qu'on s'y mette après les législatives", explique-t-elle. Encore faut-il passer cette étape cruciale. Selon ses propres dires, la capacité du PS à survivre "dépendra des députés que nous enverrons à l'Assemblée nationale". Les urnes trancheront les 11 et 18 juin.

**A Paris, le patron du PS même pas sûr d'accéder au second tour**

"Bonjour, c'est pour Jean-Christophe Cambadélis !" Sur le marché de la place des Fêtes, dans le populaire 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, des militants tractent pour le patron du PS.

"Non merci, il y a dix ans, oui, mais plus maintenant", dit un retraité en refusant la profession de foi qu'on lui tend. Il explique : "J'ai voté socialiste pendant trente ans, mais là j'ai envie de renouvellement. Je suis beaucoup plus convaincu par Emmanuel Macron."

Entre les étals de fruits et légumes et les stands de textile, Jean-Christophe Cambadélis serre quelques mains, fait des bises et des selfies. Il assure que le "dégagisme" ambiant n'est pas son principal problème : ce qu'il redoute, "c'est le désintérêt, l'abstention" trop forte qui rendrait difficile sa qualification au second tour. Car même s'il est le député sortant – il en est à sa sixième législative –, il se voit aujourd'hui en "challenger" face à Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat au Numérique et candidat de La République en marche dans sa circonscription. Le socialiste doit aussi faire face à Sarah Legrain, de La France insoumise. C'est Jean-Luc Mélenchon qui est arrivé en tête dans la 16<sup>e</sup> circonscription de Paris au premier tour de la présidentielle.



Jean-Christophe Cambadélis, en campagne pour les législatives dans la 16<sup>e</sup> circonscription de Paris, le 2 juin 2017. (SOPHIE BRUNN / FRANCEINFO)

Sur le marché, tous ces partis sont présents. A quelques mètres à peine de Jean-Christophe Cambadélis, une militante du Parti ouvrier indépendant vend son journal en criant : "Cinq ans de hollandisme, ça suffit ! Non à Macron et à la loi El Khomri version XXL !" "C'est mon ancienne maison, plaisante Jean-Christophe Cambadélis, trotskiste dans sa jeunesse. Pour eux, je suis l'ennemi, le traître." Elle n'est pas seule à le penser. Une dame s'approche du député et lui dit de but en blanc :

"Vous savez que vous êtes mort ? Le PS, c'est mort. Ce qui est arrivé à M. Hamon, c'est un dégât collatéral de vos agissements, ce n'est pas de sa faute. Il n'a pas été soutenu par le PS."

– Ben voyons, il y a eu 30 réunions ici ! répond le patron du PS.

– Je souhaite une chose : c'est que vous perdiez. Macron vous a ringardisé, c'est trop tard."

La dame, une retraitée, s'éloigne un peu. "Avant, j'étais communiste, puis je suis devenue socialiste avec l'âge. Maintenant, c'est Macron. Plus personne ne croit au socialisme." Jean-Christophe Cambadélis, lui, jure que ce mauvais retour n'est pas courant et est dû à la présence d'une caméra de télévision. "Pour un de ce genre, voyez le nombre de mains que je serre !" Il pense que "le contexte national ne fait que 30% de la législative, qui est encore une élection locale". Il reconnaît pourtant avoir hésité à se représenter, lui qui a siégé pour la première fois au Palais Bourbon en 1988. "Je me suis posé la question. Mais tout le monde m'aurait dit : tu te défiles, tu ne donnes pas l'exemple."

*Le premier secrétaire qui ne va pas à la bataille, ça ne serait pas compris.*

**Jean-Christophe Cambadélis à franceinfo**

**Dans le Cher, le frondeur Yann Galut obligé de cacher le logo PS**

Sur le petit marché de Chateameillant, commune rurale de 2 000 habitants de la 3<sup>e</sup> circonscription du Cher, Yann Galut, chemise blanche et écharpe rose, est partout. Le député socialiste sortant, tendance frondeur, se présente en chair et en os aux habitants du coin, son nom et sa tête sont placardés sur des tracts, des affiches, des voitures et même sur les gilets de sa jeune équipe. "Galut" partout, PS nulle part.

*Aujourd'hui, il n'y a plus de Parti socialiste.*

**Yann Galut, député PS à franceinfo**

Lui, le député investi par le Parti socialiste et membre du bureau national, a effacé le logo PS sans vergogne. Il ne reste rien, pas même une rose ou des initiales en tout petit. Impossible de savoir que le candidat est socialiste sans le connaître. Une stratégie qu'il assume totalement. "Aujourd'hui, vous ne pouvez plus vous présenter avec l'étiquette socialiste, explique-t-il calmement. Le Parti socialiste, ici, c'est pire qu'un rejet, c'est de l'indifférence totale."



Yann Galut, en campagne à Saint-Amand-Montrond (Cher), le 2 juin 2017. (ROBIN PRUDENT / FRANCEINFO)

Mais comment le député socialiste, qui a siégé pendant cinq ans dans la majorité, peut-il faire disparaître son parti dans le souvenir des habitants de sa circonscription ? "François Hollande a été rayé des mémoires, explique Yann Galut. Plus personne ne m'en parle. Je suis arrivé à me déconnecter de son bilan." Une aubaine pour le candidat, qui ne se retrouve ni dans le PS de Valls "qui a trahi les électeurs", ni dans celui de Cambadélis "qui ne représente plus rien".

Désormais, sa stratégie de campagne est claire : tout miser sur le terrain, et rien sur l'étiquette. Pas moins de six barnums rouge vif sont disséminés dans sa circonscription, qui compte 165 communes. Plusieurs voitures à son nom circulent un peu partout et une centaine de militants distribuent des tracts.

*Dans la situation dans laquelle on est, on doit chercher chaque voix avec les dents.*

**Yann Galut, député PS**  
à franceinfo

Une saturation du paysage qui semble plutôt bien fonctionner. Les habitants qu'il croise lui parlent du dernier radar sur la route, pas de parti politique. "Je n'ai pas d'intérêt à politiser cette campagne", reconnaît le candidat, qui affiche sa bonne entente avec de nombreux maires Les Républicains de petites communes.

La campagne n'est pas un monde de Bisounours pour autant. Devant une dame de 84 ans qui habite un petit studio non loin, Yann Galut tape sur la hausse de la CSG proposée par Emmanuel Macron. "Si Macron a la majorité absolue, vous perdrez 1,7% de revenus par mois, parce qu'il considère qu'à partir de 1 200 euros, c'est une grosse retraite", lance-t-il. L'argument fait mouche pour cette retraitée qui touche tout juste cette somme chaque mois.



Des militants de Yann Galut à Chateaufort (Cher), le 2 juin 2017. (ROBIN PRUDENT / FRANCEINFO)

En début d'après-midi, Yann Galut part à la rencontre des habitants de Saint-Amand-Montrond, à 35 km plus au nord. Sous un soleil de plomb et plus de 30 degrés au thermomètre, l'ancien syndicaliste et militant de l'Unef en baskets serre toutes les mains qu'il croise, arrête les voitures au feu rouge et n'a pas peur de mouiller la chemise. "C'est quelqu'un qui nous écoute", assure un habitant. "Je te vois partout", lui lance un autre.

"Ça se passe le moins mal possible", conclut le député, bien conscient que son étiquette socialiste aurait pu lui coûter beaucoup plus cher aux yeux des électeurs s'il l'avait revendiquée. De quoi réussir à garder son siège ? Il préfère éluder : "Un candidat en campagne est toujours angoissé." Surtout quand il est socialiste.

francetvinfo.fr



A Suivre...  
La Presse en Revue